

**Point de presse de la porte-parole -
Irlande/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau à Dublin - Union
européenne/Participation de M.
Jean-Baptiste Lemoyne à la réunion
informelle des ministres chargés du
développement - Nations
unies/Rapport du panel d'experts
des Nations unies sur le Yémen -
Russie/Attentat terroriste - Burkina
Faso/Disparition du réalisateur
Idrissa Ouedraogo - Accident
d'avion en Iran/Rappel de la
déclaration de la porte-parole -
Pologne - Iran-Etats-Unis - Turquie
- Irak**

(Paris, 19 février 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Irlande - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Dublin (19 -20 février 2018)

Mme Nathalie Loiseau effectue une visite en Irlande les 19 et 20 février à l'invitation de Mme Helen McEntee, ministre irlandaise en charge des affaires européennes, avec laquelle elle s'entretiendra. Mme Loiseau participera à un dialogue citoyen sur le futur de l'Europe à l'université de Maynooth.

Elle rappellera toute l'attention que la France porte à la situation spécifique de l'Irlande dans le contexte du retrait britannique de l'Union européenne.

Les ministres évoqueront en priorité l'avenir de l'Union européenne et les réformes institutionnelles, ainsi que la mise en place des consultations citoyennes que le gouvernement irlandais a initiées depuis novembre dernier. Elles échangeront également sur les négociations à venir concernant le futur cadre financier pluriannuel, l'agenda numérique européen, les questions d'asile et de migrations ainsi que la politique commerciale européenne.

2 - Union européenne - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne à la réunion informelle des ministres chargés du développement (Bruxelles, 20 février 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera à la réunion informelle des ministres du développement de l'Union européenne, qui se tiendra à Bruxelles le 20 février autour de la Haute représentante et en présence du Commissaire Mimica.

Les points suivants seront à l'ordre du jour :

- Avenir de l'accord de partenariat entre l'UE et les Etats ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) : les ministres s'entretiendront des travaux préparatoires au lancement des négociations avec les Etats ACP en vue du renouvellement de l'accord de Cotonou qui arrivera à échéance en 2020. La France soulignera l'importance d'inscrire le futur accord politique et de coopération dans un cadre ambitieux et exigeant.

- Revue à mi-parcours des instruments d'aide extérieure de l'Union européenne : ces échanges seront l'occasion de faire un point à mi-parcours sur les instruments d'aide extérieure dans la perspective des discussions à venir sur les priorités et les modalités de l'aide extérieure de l'UE dans le cadre du débat sur le prochain cadre financier pluriannuel.

- Le déjeuner sera consacré aux objectifs pour le développement durable et à la réforme de l'ONU : M. Jean-Baptiste Lemoyne réaffirmera l'engagement de la France à la mise en oeuvre des objectifs de développement durable, à la suite des décisions du comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 8 février.

3 - Nations unies - Rapport du panel d'experts des Nations unies sur le Yémen

La France est préoccupée par les conclusions du rapport du panel d'experts des Nations unies sur le Yémen, selon lesquelles l'Iran est en non-conformité avec l'embargo sur les armes imposé par la résolution 2216 du Conseil de sécurité de 2015.

Elle condamne ces manquements graves des autorités iraniennes à se conformer aux obligations de la résolution 2216, en ne prenant pas toutes les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects de missiles et leurs composants, ainsi que de drones au bénéfice des individus et entités sous sanctions onusiennes, en particulier les Houthis.

La France a condamné à plusieurs reprises les tirs de missiles balistiques opérés par les Houthis, visant le territoire saoudien et le trafic maritime en mer rouge, qui sont une source de déstabilisation pour toute la région.

4 - Russie - Attentat terroriste (18 février 2018)

La France condamne l'attentat terroriste, revendiqué par Daech, survenu hier à l'encontre d'une

église orthodoxe dans la ville de Kizliar en République du Daguestan.

Nos pensées vont aux familles des victimes ainsi qu'aux blessés et à leurs proches.

Nous assurons la Russie de notre solidarité.

5 - Burkina Faso - Disparition du réalisateur Idrissa Ouedraogo (18 février 2018)

Nous apprenons avec une grande tristesse la disparition du réalisateur burkinabé Idrissa Ouedraogo, qui s'est éteint hier au Burkina Faso, son pays d'origine.

Cinéaste majeur, récompensé entre autres par le grand prix du Jury au festival de Cannes en 1990 pour son chef-d'oeuvre *Tiläï*, Idrissa Ouedraogo a inauguré une nouvelle façon de faire du cinéma. Au fil d'une quarantaine d'oeuvres, qui appartiennent à la mémoire cinématographique du continent africain, Idrissa Ouedraogo abordait en profondeur les grandes questions de société, notamment la tension entre tradition et modernité qu'il traitait avec une dimension introspective sans égal.

Certains de ses films font aujourd'hui partie de la "cinémathèque Afrique", une collection unique de 1600 films gérée par l'Institut français et qui témoigne du soutien de la France à la création cinématographique africaine.

La France salue un artiste engagé, qui a fait rayonner dans le monde entier sa vision singulière du cinéma, tout en participant à la réflexion sur l'évolution des modes de production en Afrique subsaharienne.

Nous adressons à sa famille et à ses proches nos condoléances. La France perd un ami, le monde un grand artiste.

6 - Accident d'avion en Iran - Rappel de la déclaration de la porte-parole (18 février 2018)

C'est avec tristesse que nous avons appris l'accident d'un avion de ligne iranien ce jour dans les monts Zagros, qui aurait coûté la vie à l'ensemble des passagers et de l'équipage.

Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes et à leurs proches.

La France assure les autorités et le peuple iraniens de sa solidarité dans cette difficile épreuve.

7 - Pologne

Q - Bonjour, quelle est votre réaction aux propos du Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki qui a laissé entendre samedi à Munich que des Juifs avaient été complices de la Shoah, en parlant "d'auteurs juifs" ?

R - Comme le ministre de l'Europe et des affaires étrangères l'a dit et comme l'a rappelé hier Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, la France est attachée à la mémoire de la Shoah, à sa préservation, à sa transmission et à son respect partout dans le monde. Ce principe doit s'appliquer à tous.

8 - Iran-Etats-Unis

Q - Selon plusieurs sources à Washington, le président américain Donald Trump entend proposer à Londres, Berlin et Paris un "deal" : s'engager à amender l'accord sur le programme nucléaire iranien en contrepartie du renouvellement en mai par Washington du dispositif d'allègement des sanctions visant Téhéran. Quelle est la position de la France ? Est-ce qu'elle serait prête à accepter ce "deal" ?

R - La position de la France sur l'accord nucléaire iranien est connue.

Comme l'a indiqué le président de la République, nous réaffirmons notre plein attachement au plan d'action global commun et à sa stricte mise en œuvre. Nous soulignons sa contribution à la préservation du régime international de non-prolifération nucléaire.

Nous poursuivrons le dialogue avec nos partenaires européens et américain à propos du programme nucléaire iranien.

Nous restons préoccupés par le programme de missiles balistiques iranien ainsi que par les activités de l'Iran dans la région, et notamment par les indications selon lesquelles le pays a apporté un appui aux Houthis au Yémen. Nous appelons la communauté internationale à agir davantage pour faire progresser la paix et la stabilité dans la région et pour répondre aux actions de déstabilisation régionale menées par l'Iran.

9 - Turquie

Q - Quelle est votre réaction à la suite de la libération de Deniz Yücel et de la condamnation à perpétuité de six autres journalistes ?

R - Nous nous réjouissons de la sortie de prison du journaliste germano-turc, M. Deniz Yücel.

Comme l'a rappelé le président de la République à l'issue de son entretien avec son homologue turc, le 5 janvier, la liberté d'opinion, d'expression, de conscience, fait partie des exigences de

la vie démocratique.

ÿ cet égard, nous sommes préoccupés par la condamnation vendredi dernier de six journalistes turcs à des peines de prison à perpétuité.

10 - Irak

Q - Nous venons d'apprendre la libération en Irak de Mélina Boughedir. Pouvez-vous nous dire dans quelles conditions son expulsion va être organisée ? ÿ quelle échéance ? Que lui arrivera-t-il au retour ? Sera-t-elle accompagnée par son enfant ? Est-elle visée par une procédure judiciaire en France ?

R - Mme Boughedir avait été arrêtée en Irak en juillet dernier. Elle a fait l'objet de poursuites judiciaires dans ce pays et a bénéficié de la protection consulaire. Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, il appartient aux autorités irakiennes de décider souverainement du sort des personnes arrêtées sur leur territoire.

Dès lors que Mme Boughedir arriverait en France, il appartiendrait aux autorités françaises compétentes de mettre en oeuvre les procédures judiciaires la concernant./.